

et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juin 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie et des finances,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 768 CM du 3 juin 2009 portant nomination de Mme Tevaite Pugin épouse Lejeune en qualité de chef de service par intérim du service du commerce extérieur.

NOR : SCE0901181AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-16 AT du 11 février 1988 portant création du service du commerce extérieur ;

Vu l'arrêté n° 430 CM du 9 avril 2002 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de chef du service du commerce extérieur ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 60 MEF du 23 avril 2009 portant délégation de signature du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, à M. William Vanizette, chef du service du commerce extérieur ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mai 2009,

Arrête :

Article 1er. — Mme Tevaite Pugin épouse Lejeune, attachée d'administration, est nommée en qualité de chef de service par intérim du service du commerce extérieur durant les congés de M. William Vanizette, du lundi 25 mai au vendredi 5 juin 2009 inclus.

Art. 2. — Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juin 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie et des finances,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 770 CM du 3 juin 2009 portant modification de l'arrêté n° 609 CM du 13 mai 2009 portant approbation des formulaires types à souscrire dans le cadre des dispositifs d'incitation fiscale à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts.

NOR : SCD0901232AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1164 PR du 17 avril 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 mai 2009,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 609 CM du 13 mai 2009 portant approbation des formulaires types à souscrire dans le cadre des dispositifs d'incitation fiscale à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts, est modifié ainsi qu'il suit :

1° A la suite de l'article 4, il est inséré, en des articles 5 et 6, les dispositions suivantes :

"Art. 5. — Le certificat de souscription aux fonds communs de placement à risques prévu par l'article LP. 951-5 du code des impôts est établi sur un formulaire dont le modèle ci-joint est approuvé (annexe 6) ;

Formulaires types de balances économiques, sociales et fiscales

Art. 6. — Les balances économiques, sociales et fiscales que doivent produire les entreprises qui réalisent les programmes d'investissement en application de l'article LP. 919-51 du code des impôts, sont établies sur des formulaires dont les modèles ci-joints sont approuvés (annexes 7 et 7 bis)." ;

2° L'article 5 devient l'article 7.

Art. 2. — Les annexes mentionnées à l'article 1er sont jointes au présent arrêté respectivement sous les références 1, 2 et 2 bis.

Art. 3. — Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 juin 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie et des finances,
Georges PUCHON.

ANNEXE 1

CERTIFICAT DE SOUSCRIPTION DANS UN FONDS COMMUN DE PLACEMENT A RISQUES
 (articles LP.951-1 à LP.951-8 du code des impôts)
 (renseignements à fournir par l'entreprise de marché ou le prestataire de services d'investissement)

La société
 (N°TAHITI : - N°RC :), dont le siège social est situé à
 Représentée légalement par M (2)
 Agréée par l'Autorité des Marchés Financiers par décision
 Agissant en tant que gestionnaire du fonds commun de placement à risque
 Code : Type :
 Agréé au régime prévu par les articles LP.951-1 à LP.951-8 du code des impôts par arrêté

Certifie que l'entreprise.....
 (N°TAHITI : - N°RC :), dont le siège social est situé à
 Représenté légalement par M.....
 a souscrit en numéraire au fonds commun de placement à risques précité selon les modalités suivantes:

Détail de la souscription	
Date de centralisation	
Nombre de parts souscrites	
Catégorie de parts	
Montant de la souscription effectivement libérée	

Conformément à l'article LP.951-4 du code des impôts, cette opération ouvre droit à un crédit d'impôt de 40% du montant de la souscription effectivement libérée, soit :FCFP.

Fait à, le

Signature et qualité du représentant de la
société

Document renseigné à joindre à la déclaration de résultats ou de chiffre d'affaires des souscripteurs, accompagné du bulletin de souscription des parts sociales.

ANNEXE 2

NOTICE EXPLICATIVE DE LA BALANCE FISCALE, ECONOMIQUE ET SOCIALE A
FOURNIR AVEC LA DEMANDE D'AGREMENT FISCAL CONFORMEMENT A
L'ARTICLE LP 919-51 - 2^{ème} Alinéa

Mesdames et messieurs les investisseurs vous avez un projet en Polynésie française et nous saluons votre démarche.

Vous sollicitez pour la réalisation de votre programme d'investissement l'octroi d'un agrément fiscal pour que ce dernier bénéficie du dispositif de défiscalisation. Votre demande fera l'objet d'une attention particulière. Néanmoins, l'attention qui sera accordée à votre programme d'investissement par la Commission Consultative des Agréments Fiscaux (CCAF) et par la suite par le Conseil des Ministres (CM), sera d'autant plus forte qu'il se dégagera de votre dossier un sentiment de gains réciproques.

Pour cela la Loi du Pays prévoit qu'un certain nombre d'informations et d'indicateurs soient fournis aux décideurs publics. C'est l'objet des fiches jointes que nous vous demandons de remplir avec le plus grand soin.

1 – Balance fiscale prévisionnelle en période de construction ou d'investissement (Fiche n°1)

Cette fiche concerne uniquement la période nécessaire à la réalisation de l'investissement. Elle exclut la période d'exploitation qui débute avec la mise en service de l'investissement.

- a) Les trois premières lignes (non exhaustives) correspondent aux masses monétaires que représentent les divers avantages fiscaux, directs ou indirects, que le pays serait amené à octroyer en fonction de votre demande. La ligne crédit d'impôts correspond à l'effort global du Pays et ne se cantonne pas à la part rétrocédée.
- b) Les lignes suivantes correspondent aux entrées fiscales directes et indirectes que va générer la réalisation de votre investissement. Pour compléter ces différentes lignes, il n'est pas demandé de produire des calculs exhaustifs, toute méthode d'évaluation est acceptée, sous condition qu'elle soit développée dans une annexe.
- c) Il en va de même pour les deux dernières lignes. En effet les coûts de main d'œuvre sont, soit connus, par vous pour les emplois que vous maîtrisez directement, soit représentés des ratios standards selon les types de travaux (constructions de bâtiment, travaux publics, etc.). Une fois cette évaluation de coût de main d'œuvre réalisée faite il suffit d'appliquer le taux de charges sociales (salariales et patronales) moyens pour évaluer l'impact du projet sur notre système de protection sociale.

La dernière ligne identifie le solde entre l'effort de la collectivité et les bienfaits apportés par le projet à la mise en exploitation de l'investissement.

2 – Balance sociale prévisionnelle en période de construction ou d'investissement (Fiche n°2)

Dans cette fiche il est mis en lumière les avantages en termes d'emplois et de participation au système de protection sociale que va apporter votre projet, toujours dans sa période de mise en place.

- a) Le nombre d'emplois directs demandé en premier correspond aux emplois que vous escomptez créer et qui auront un lien de subordination direct avec le promoteur du projet pendant la période de réalisation de l'investissement. Le montant des charges sociales doit correspondre à celui de l'avant dernière ligne du tableau précédent.
- b) Le nombre d'emplois indirects correspond au nombre d'équivalents salariés à temps plein qui seront amenés à participer directement ou indirectement à la réalisation de votre investissement. De la même façon que pour la fiche précédente toute méthode d'évaluation sera admise sous condition qu'elle soit développée dans une annexe dédiée. Le montant des charges sociales doit correspondre à celui de la dernière ligne du tableau précédent.

3 – Balance sociale prévisionnelle en période d'exploitation (Fiche n°3)

ANNEXE 2

Dans cette fiche il est mis en lumière les avantages en termes d'emplois et de participation au système de protection sociale que va apporter votre projet, mais cette fois en période d'exploitation.

- a) Le nombre d'emplois directs demandé en premier correspond aux emplois que vous escomptez créer et qui auront un lien de subordination direct avec le promoteur du projet mais cette fois en période d'exploitation. Le montant des charges sociales devra être là calculé en fonction des emplois et des salaires que vous envisagez de créer pour exploiter l'investissement. Dans certain cas, comme la réalisation de promotions immobilières mixtes (logements, commerces et bureaux par exemple), une évaluation des emplois envisagés chez les futurs propriétaires de locaux ou locataires est admise.
- b) Le nombre d'emplois indirects correspond au nombre d'équivalents salariés à temps plein qui selon vos informations seront créés chez vos sous-traitants ou partenaires en aval de votre activité (prestataires touristiques, transports, etc., dans le cas d'un hôtel par exemple).

4 – Balance fiscale prévisionnelle d'une année moyenne en période d'exploitation (Fiche n°4)

- a) La première ligne est le report du solde constatée en fiche n°1.
- b) Les lignes regroupées dans la deuxième section sont des évaluations des augmentations de fiscalité qui sont engendrées pour une année moyenne d'exploitation. Cela représente les diverses contributions directes et indirectes qui vont être induites par la mise en exploitation du nouvel investissement. Par "année moyenne" on entend une année d'exploitation complète que le promoteur ou l'exploitant considère comme l'objectif minimum d'activités à atteindre.
- c) Les deux dernières lignes de la dernière section sont le report des montants mentionnés en fiche n°3.

5 – Balance économique prévisionnelle en période d'exploitation (Fiche n°5)

Le dernier tableau concerne l'impact économique qui découlera de la mise en place de l'investissement pour lequel vous sollicitez les avantages fiscaux. L'évaluation sera notamment faite grâce à l'impact sur les prix et la modération de marges que l'investisseur instaurera, en contrepartie des avantages fiscaux obtenus.

Ce tableau vous permet de mettre en avant de façon ouverte les avantages économiques retirés par le Pays. Il n'a aucun caractère d'engagement.

FICHE N° 1

BALANCE FISCALE PREVISIONELLE PERIODE DE CONSTRUCTION OU D'INVESTISSEMENT
FICHE A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT

MF	Prévisionnel
Crédit d'impôts demandé	
Exonérations d'impôts demandés	
Autres avantages fiscaux demandés	
Total avantages sollicités	
Droits d'enregistrements divers non exonérés	
TVA non récupérable	
Droits import acquittés directement dans le cadre de la construction	
Evaluation IS ou IT supplémentaire sous-traitants	
Total fiscalité induite par le chantier	
Evaluation cotisations sociales directes	
Evaluation cotisations sociales indirectes des sous-traitants et intervenants (reporter ces totaux dans la balance sociale prévisionnelle)	
Total cotisations sociales induites par le chantier	
Solde fiscal et social	

FICHE N° 2

**BALANCE SOCIALE PREVISIONELLE PERIODE DE CONSTRUCTION OU
D'INVESTISSEMENT**
FICHE A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT

CRITERES	Prévisionnel
Emplois directs du Maître d'ouvrage (1)	
<i>Nombre</i>	
<i>Evaluation des charges sociales</i>	
Emplois Indirects sur la base du devis des fournisseurs (2)	
<i>Nombre</i>	
<i>Evaluation des charges sociales</i>	
(2) : Liste des principales entreprises concernées	

(1) : Dans cette fiche seuls les emplois directs créés pendant la période de construction ou d'investissement sont à reporter

(2) : Les emplois indirects sont ceux de tous les intervenants directs ou indirects du chantier ou de la phase d'investissement.

FICHE N° 3

BALANCE SOCIALE PREVISIONNELLE DES EFFECTIFS PERIODE D'EXPLOITATION
FICHE A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT

CRITERES	Prévisionnel année moyenne d'exploitation
Emplois directs (1)	
<i>Nombre</i>	
<i>Evaluation des charges sociales</i>	
Emplois indirects (2)	
<i>Nombre</i>	
<i>Evaluation des charges sociales</i>	
(2) : Liste des principales entreprises concernées	

(1) : Dans le cas d'une promotion immobilière "autres constructions immobilières" les emplois prévus par les futurs occupants des surfaces commerciales ou de bureaux peuvent être intégrés à cet endroit. La méthode de l'évaluation est admise.

(2) : Cette rubrique est à renseigner si l'investisseur identifie des activités en amont ou en aval à la sienne gér ératrice d'emplois. Cette rubrique n'a aucun caractère d'engagement

FICHE N°4

BALANCE FISCALE PREVISIONELLE PERIODE D'EXPLOITATION**FICHE A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT**

MF	Prévisionnel année moyenne d'exploitation
Solde fiscal et social à l'issue de la phase d'investissement (1)	
Accroissement du poste impôts et taxes (compte 63)	
Accroissement TVA non récupérable	
Accroissement droits import dû à l'exploitation du nouvel investissement (inclus dans le poste achats)	
Total fiscalité induite par le nouvel investissement (B)	
Evaluation cotisations sociales directes (2)	
Evaluation cotisations sociales indirectes des sous-traitants (2)	
Total cotisations sociales induites par l'exploitation (C)	
Total B + C	

(1) : Report du solde de la fiche "BALANCE FISCALE PREVISIONELLE PERIODE DE CONSTRUCTION OU D'INVESTISSEMENT" précédente

(2) : Montants de la fiche N°3 à reporter

FICHE N°5

REPERCUSSIONS ECONOMIQUES PREVISIONELLES
FICHE A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT

Principaux avantages économiques issus de l'investissement - Ces déclarations n'ont aucun caractère d'engagement

Il est demandé de lister notamment les principaux produits qui découleront de l'investissement, ainsi que de l'impact sur les prix que la défiscalisation permettra d'obtenir.

Pour l'immobilier il est demandé de rappeler en tête de liste le prix de vente ou de location au m².

Puis ensuite prière de détailler les types de logement mis à la vente ou à la location.

ANNEXE 2bis

NOTICE EXPLICATIVE DE LA BALANCE FISCALE, ECONOMIQUE ET SOCIALE A
FOURNIR ANNUELLEMENT AVEC LA LIASSE FISCALE CONFORMEMENT A
L'ARTICLE LP 919-51 – 3^{ème} Alinéa

Votre programme d'investissement est désormais terminé et en phase d'exploitation.

L'article 919-51 du Code des Impôts instaure l'obligation de fournir, en annexe de votre liasse fiscale annuelle, les tableaux joints. Ces derniers permettront de conforter, voire de renforcer, la pertinence de la décision d'agrément qui a été octroyée à votre programme. Par consolidation sectorielle ou régionale, avec d'autres programmes d'investissements, et ce dans le respect réglementaire de la confidentialité qui s'attachent aux informations que vous fournirez, ces fiches permettront de mesurer les retombées bénéfiques du dispositif de défiscalisation. La démarche dans laquelle vous vous inscrivez est donc primordiale et constitue un élément essentiel de la pérennité du système.

La fiche jointe permettra de mesurer avec plus d'exactitude les retombées réelles issues de l'exploitation de l'investissement ayant bénéficié du dispositif de défiscalisation.

Suivi fiscal et social annuel en période d'exploitation (Fiche annuelle n°1)

Les parties grisées ne sont pas à remplir.

- a) La première colonne reprend les chiffres définitifs arrêtés à l'achèvement du programme d'investissement.
- b) De la deuxième à la dernière colonne il vous est demandé de remplir chaque année le tableau par avancement. C'est à dire qu'à la fin de la première année d'exploitation vous devez fournir le tableau avec les deux premières colonnes complétées. L'année suivante vous devez fournir le tableau avec les trois premières colonnes remplies, afin de mesurer l'évolution de votre exploitation. Et ainsi de suite jusqu'au dépôt de la liasse fiscale de votre entreprise la sixième année où le tableau devrait être entièrement renseigné.

De la même façon que pour les fiches du dossier de demande d'agrément, toute méthode d'évaluation est admise à condition qu'elle soit explicitée dans une annexe. Si une méthode est utilisée pour renseigner certains éléments de la première année, il est demandé de ne pas en changer en cours d'exploitation afin de conserver l'homogénéité des séries de chiffres.

11 Juin 2009

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

2543

BALANCE FISCALE ET SOCIALE EN PERIODE D'EXPLOITATION
FICHE A FOURNIR ANNUELLEMENT AVEC LE DEPOT DE LA LIASSE FISCALE

MF	Chiffres définitifs*	Fin année 1	Fin année 2	Fin année 3	Fin année 4	Fin année 5
Solde fiscal et social année n-1						
Crédit d'impôts						
Exonérations d'impôts						
Autres avantages fiscaux						
Total avantages obtenus ou report du solde						
Droits d'enregistrements divers non exonérés						
Taxes diverses payées par les sous-traitants chantier						
TVA non récupérable						
Droits import acquittés directement dans le cadre de la construction						
Accroissement des droits et taxes diverses due à l'exploitation du nouvel investissement						
Accroissement TVA non récupérable						
Accroissement droits import dus à l'exploitation du nouvel investissement						
IS ou IT supplémentaire ou en cas d'exonération part non imputable (35%)						
Total fiscalité induite par le chantier et/ou l'exploitation						
Emplois directs (1)						
Nombre						
Total des charges sociales						
Emplois indirects (2)						
Nombre						
Evaluation des charges sociales						
Total cotisations sociales induite par le chantier et/ou l'exploitation						
Solde fiscal et social année n						

* : Colonne correspondante aux chiffres arrêtés à l'issue de la phase de construction ou de mise en place

(2) : Liste des principales entreprises concernées	Phase chantier	Phase exploitation	Phase exploitation	Phase exploitation	Phase exploitation	Phase exploitation

Phase d'exploitation